

CETA, c'est à désespérer ? Nenni !

« Le problème, pour nombre d'Européens, n'est pas que 1% de la population puisse bloquer 500 millions d'Européens. Mais que seulement 1% de la population européenne ait été autorisée à débattre sur cette importante question de cette façon approfondie et que leurs élus ne se soient jamais exprimés véritablement sur le sujet. »

Médiapart, 26 octobre 2016

« Tous wallons ! » qu'il titrait son édito, le directeur de l'OBS... Rastreins (1), camarade : c'était le 25 octobre, juste avant la signature en catastrophe du pré-traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Un petit retour politique et médiatique sur quinze jours fous.(2)



Derrière le « super-héros » de la presse, Paul Magnette, des milliers de manifestants, d'associations et de mouvements comme le nôtre, se sont mobilisé pour rejeter le CETA.
(Photo Maïder Dechamps)

« Le quart d'heure de gloire wallon »

Encore une citation d'un journaliste français. Peut-être celui-là sentait-il venir la mauvaise finale ? Assez de titres. La presse a sans conteste joué son rôle de caisse de résonance et même d'amplificateur. La presse étrangère (plus que la presse belge !) a fait de la résistance wallonne un combat titanesque et exemplaire. Le petit David wallon tient tête au froid et vilain Goliath européen. Mieux: il ose dénoncer les turpitudes de l'ultralibéralisme tapies derrière les discours feutrés des gentils canadiens. De bons ingrédients pour un beau récit.

Surtout que les principaux acteurs ajoutaient une pincée bien épicée à un plat déjà corsé ! Un fier héros : Paul Magnette. La « gloire » acquise en 24 heures. Il faut le faire! Un verbe brillant, le sens de la formule, un calme déterminé et souriant, quel talent ! Avec une langue acérée digne du chaud Raoul (Hedebouw du PTB) : « Dommage que les pressions de l'UE sur ceux qui bloquent la lutte contre la fraude fiscale ne soient pas aussi intenses » (tweet du 23/10). Du pain bénit pour les médias qui adorent personnaliser, réduire la complexité d'un combat collectif à la stature d'un chef. Bon à rappeler.

À peine évoqué le long travail des parlementaires wallons. Oublié le modeste député à l'origine de la résolution de mai 2014 qui a lancé le débat. Timidement signalée l'impressionnante mobilisation citoyenne qui, au fil des mois, a amené à une sensibilisation sans précédent de la « société civile » (nous quoi !). Des dizaines de milliers de citoyens conscients des graves dangers liés au CETA et au TTIP.

Voilà pourtant, à mes yeux, le principal enseignement à tirer du premier chapitre de la résistance wallonne à ces traités. Quand les citoyens et les associations informent et s'informent, quand ils multiplient les réunions et les débats, quand ils prennent la peine de solidement argumenter les raisons de leurs refus, quand ils interpellent leurs conseils communaux et leurs élus, quand ils utilisent à bon escient les réseaux sociaux, ils parviennent à se faire entendre pendant de longs mois et, heureuse surprise, les parlementaires wallons ne sont pas insensibles à leurs arguments. De quoi réveiller quelques endormis ! Mais surtout faire trembler et sortir de leurs gonds les apparatchiks européens.

C'est donc au peuple wallon - celui qui refuse la fatalité et s'investit dans tant d'alternatives- qu'on devrait attribuer la médaille d'or. Paul a été un bon avocat. Merci, Paul.

Les protagonistes politiques

Côté wallon, ce n'était pas évident de se faire une petite place au soleil aux côtés de l'omniprésent et semillant Paul. Le CDH a fait son possible et quelques-unes de ses têtes pensantes ont donné le sentiment de maîtriser le dossier. Voire de hausser le ton. Même le président Lutgen n'a pas supporté les sévères réprimandes de papa Juncker : « Oser dire qu'il y a eu des pressions sur les wallons ! », s'indignait le grand-ducal devant les caméras du monde. Le reproche avait été formulé entre autres par le président du CDH, le parti frère du PPE de Juncker. Félonie, trahison, divorce dans la famille. Surtout que le Bastognard n'a pas laissé passer l'occasion de répliquer vertement devant le Mardasson (3).

Plus sérieux, du côté européen, ce fut la Bérézina. Juncker, encore lui, passait du « je te comprends » (dans une lettre à Paul Magnette) à des leçons de démocratie à l'intention de la Belgique. Un très pâle président de la Commission qui multiplie les embrassades viriles devant les caméras de la planète, mais ne fera jamais oublier qu'il a été complice pendant 20 ans des débordements de la finance luxembourgeoise et qu'il fut un des principaux artisans des politiques d'austérité. Son manque de leadership et de charisme laissent pantois. Où se cachent les vrais leaders, porteurs d'une vision ?

Sûrement pas du côté des deux autres présidents. Eh oui, ils sont trois ! Une trinité à vous faire perdre la foi. Martin Schulz, le socialiste, président du Parlement européen, a lui aussi tenté d'amadouer son camarade Magnette. Quant à Donald Tusk, le président du Conseil, il a multiplié les déclarations en tous sens. Sans succès. À tel point qu'une pauvre ministre canadienne s'en est allée toute seule au casse-pipe à Namur, pour négocier entre gens responsables.

L'Europe, hélas, va d'échec en échec. « L'Europe ne peut plus continuer à fonctionner dans cette opacité et ce vide démocratique abyssal », juge sévèrement le directeur de l'OBS (peut-être plus connu sous le titre « Nouvel Observateur »). Jugement renforcé quelques jours plus tard par les déclarations d'un commissaire européen, Günther Ottinger, (un pote à Juncker) qui qualifiait la Wallonie de « micro-région gouvernée par des communistes » et les Chinois de « bridés » ! Résultat des courses : il serait promu commissaire au Budget et aux Ressources humaines... À moins qu'un nouveau scandale (vol dans le jet privé d'un lobbyiste) ne le pousse à une démission. Élémentaire, Monsieur Juncker.

Après le triste feuilleton grec, la politique migratoire calamiteuse, l'accord honteux avec la Turquie d'Erdogan, après le Brexit, l'épisode du CETA confirme une quasi faillite. Le plus étonnant : aucun de ces « ténors » ne semble se demander s'il ne devrait pas « faire un pas de côté », comme on dit aujourd'hui.

Écran de fumée au fédéral

Du côté fédéral belge, ce ne fut pas brillant non plus. Je me limiterai à relever la très lourde insistance de Charles Michel, qui répétait à l'envi (de Bruxelles à Pékin) : « pas une virgule du traité n'a bougé ». Occasion de rappeler, ce que le citoyen ne sait pas assez, que tant pour nos lois que pour les traités, ce sont les centaines de pages de textes interprétatifs qui les accompagnent (un peu modifiées celles-là) qui font force de loi. Ce n'est vraiment pas bien, Charles, d'essayer de faire croire aux citoyens que leur engagement est totalement inefficace.

Je vous épargne les escarmouches belgo-belges qui ont quand même révélé que des ministres fédéraux, et pas des moindres, ne connaissaient pas le fond du dossier. À côté du pénible spectacle de la rue de la Loi, les Canadiens se sont montrés beaux joueurs, Justin Trudeau, le Premier ministre, allant jusqu'à déclarer: « les débats démocratiques ont apporté des clarifications utiles ».

Stéphane Hazée ? Quoi, c'est qui ça ? Normal que vous ne le connaissiez pas : les médias l'ont (presque) ignoré. C'est ça aussi la politique ! Pourtant, c'est lui qui, en 2014, a interpellé ses collègues du Parlement wallon. C'est lui qui est à l'origine de la fameuse résolution qui détaillait les tares du CETA. Comme l'a écrit La Libre, « ce modeste parlementaire écolo est de ceux qui veulent redonner à la politique quelques lettres de noblesse ; de ces politiques qui inspirent le respect au-delà de leur propre camp ».

Que toutes ces réflexions ne nous empêchent pas de savourer notre heure de gloire et surtout restons mobilisés. La fin décevante du premier chapitre du CETA n'est pas la fin de l'Histoire. Nous aurons encore de belles pages à écrire.

Jacques Liesenborghs
Collaborateur à la revue Plein Soleil

- (1) « Arrête ton char ! », en wallon.
- (2) Analyse parue dans Plein Soleil, janvier 2017, p. 10-11.
- (3) Mémorial américain de Bastogne.



Avec le soutien de



Cette analyse est disponible au format PDF sur notre site Internet www.acrf.be

L'ACRF-Femmes en milieu rural souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas, dans ce cas, de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication.

Merci !